

Enquête mondiale 2019 sur les programmes d'alimentation scolaire

Glossaire

Activité ou programme complémentaire, enseignement complémentaire ou cours

Une activité ou un programme mis en œuvre en contexte scolaire et pouvant compléter les objectifs d'un programme d'alimentation scolaire ou vice versa.

- Bien qu'un ou plusieurs programmes complémentaires puissent faire partie du programme d'alimentation scolaire, ils peuvent également être entièrement distincts, mais toujours offerts aux élèves du programme (parmi d'autres élèves).
- Un programme complémentaire ou un volet éducatif peut être obligatoire ou non.
- Les exemples courants d'activités / programmes susceptibles de compléter les programmes d'alimentation scolaire sont : l'éducation alimentaire et nutritionnelle; le traitement vermifuge; le lavage des mains avec du savon (juste avant et / ou après les repas des élèves); divers types d'examen de santé et de bien-être; des programmes de prévention tels que la prévention contre le paludisme et le VIH / SIDA; et les jardins scolaires.

Agriculteur à petite échelle

Agriculteur dont les ressources sont limitées et qui opère à petite échelle (en fonction du contexte local).

- D'autres termes peuvent être utilisés pour décrire les petits agriculteurs, tels que « petits exploitants », « agriculteurs familiaux » et « agriculteurs de subsistance ».
- L'alimentation scolaire locale (HGSF, Home-Grown School Feeding, cf. ci-dessous « Alimentation scolaire à base des produits locaux ») est destinée à impliquer particulièrement les petits exploitants à faible revenu et / ou axés sur l'agriculture de subsistance.

Alimentation scolaire à base des produits locaux

Programme d'alimentation scolaire conçu pour impliquer les petits agriculteurs et stimuler la production locale.

- En achetant la nourriture nécessaire au programme auprès de petits agriculteurs et transformateurs locaux, l'alimentation scolaire peut stimuler la production locale, créer une demande stable d'aliments de qualité et d'aliments sûrs. Il permet également de soutenir le développement des compétences locales. En fournissant une aide initiale aux agriculteurs locaux pour développer leur capacité à fournir un approvisionnement alimentaire fiable, l'alimentation scolaire peut également accroître les possibilités pour les petits agriculteurs d'avoir accès à d'autres marchés.
- Même si seulement un faible pourcentage d'aliments est acheté localement auprès de petits agriculteurs, un programme peut être considéré comme une alimentation scolaire à base des produits locaux s'il est conçu pour soutenir les marchés des aliments locaux, et cela est inclus dans la mise en œuvre du programme et dans les politiques connexes et règlements.

Aliments transformés

Pour cette enquête, les aliments transformés se réfèrent aux aliments préparés pour la consommation à grande échelle, généralement dans des cuisines collectives, dans le but de faciliter la préparation sur place ou la fabrication de produits prêts à consommer.

- Les aliments transformés, au sens strict, sont tous les aliments qui ont subi des modifications avant leur consommation, tels que hachage, cuisson, fortifié, séchage, salaison, fumage ou mise en marinade.
- Dans le cadre des programmes d'alimentation scolaire, les exemples incluent les biscuits et les pains fabriqués en usine ou les aliments / repas prêts à être consommés, déjà transformés et emballés. La transformation a généralement lieu dans une usine, une boulangerie ou une grande entreprise de restauration.

Bio-enrichi

Culture alimentaire enrichie lors de la croissance de la plante plutôt qu'après récolte.

- Les aliments bio-enrichis sont améliorés sur le plan nutritionnel grâce à des pratiques agronomiques, à la sélection végétale ou à la biotechnologie moderne.

Chargés d'enquête

Une personne travaillant avec la Global Child Nutrition Foundation (GCNF) sur cette enquête.

- Le rôle principal des chargés d'enquête est de communiquer avec les personnes interrogées (points de contact) pour s'assurer de leur compréhension de l'enquête et des questions spécifiques de l'enquête ainsi que pour obtenir les réponses les plus complètes et les plus précises possibles.
- Les chargés d'enquête sont disponibles pour communiquer par e-mail, téléphone ou Skype (et éventuellement via d'autres modes de communication sur de longues distances). Ils sont prêts à fournir des précisions ou à travailler en étroite collaboration avec les enquêtés aussi longtemps que le processus d'enquête se déroule. Ils peuvent également aider en cas de problèmes techniques.
- Le chargé d'enquête examinera l'intégralité de chaque enquête et obtiendra l'approbation finale des points de contact pour l'inscription de l'enquête dans la base de données mondiale.

Ciblage individuel (fondé sur les caractéristiques individuelles des élèves)

Détermination de l'admissibilité d'un élève à bénéficier des avantages d'un programme d'alimentation scolaire en fonction de caractéristiques distinctives des individus ou de leur situation (par exemple : niveau de revenu du ménage, origine ethnique ou sexe).

- Les exemples comprennent les rations à emporter destinées spécifiquement à encourager la présence des filles ou à fournir des repas gratuits aux enfants d'un groupe particulièrement pauvre ou marginalisé.

Ciblage géographique

Ciblage de régions géographiques / districts / zones d'attraction spécifiques pour recevoir des repas scolaires.

- Ces domaines peuvent être choisis en fonction de la perception des besoins, des taux de fréquentation scolaire, des carences nutritionnelles ou pour d'autres raisons, mais comprennent généralement tous les élèves de la tranche d'âge ciblée dans cette zone géographique.
- La spécification du caractère rural ou urbain de la population afin de bénéficier des avantages du programme est également une forme de ciblage géographique.

Ciblage national (ou universel)

Situation où tous les élèves (dans la tranche d'âge ou le niveau scolaire ciblé) de l'ensemble du pays sont destinés à recevoir une alimentation scolaire.

Commerce alimentaire

Acheter et vendre ensuite ou échanger des quantités d'aliments en gros.

- Le commerce alimentaire et le commerce de gros se font le plus souvent sur un marché à grande échelle, nécessitant un intermédiaire entre plusieurs agriculteurs et un acheteur important.
- Les négociants en produits alimentaires incluent les grossistes de produits alimentaires et les responsables des opérations de stockage de divers types, les organisations d'agriculteurs ainsi que d'autres types d'entrepreneurs impliqués dans l'achat et la vente de produits alimentaires.

Compléments alimentaires

Pilules, poudres ou liquides manufacturés, destinés à fournir des vitamines et / ou des minéraux qui, autrement, ne pourraient être consommés en quantité suffisante.

- Les suppléments nutritionnels sont utilisés dans les programmes d'alimentation scolaire pour augmenter la teneur en micronutriments des régimes alimentaires des élèves sans modifier leurs habitudes alimentaires.

Contribution en nature / don

Contribution en aliments, biens ou services (plutôt que contribution financière ou en espèces).

- Dans le cas des programmes d'alimentation scolaire, des entités locales, nationales ou internationales allant des parents et des membres de la communauté aux agriculteurs locaux, en passant par les grands donateurs – en particulier le programme Food for Education McGovern-Dole aux États-Unis – peuvent apporter une contribution en nature au programme.

Corruption / mauvaise gestion

Gaspillage, fraudes, abus ou gestion extrêmement médiocre, en conflit avec la bonne exécution du programme.

- La corruption est une activité secrète entreprise à des fins personnelles, en conflit avec les procédures et les bonnes pratiques reconnues à une entité ou à un programme, tel qu'un programme d'alimentation scolaire. Dans le contexte des programmes d'alimentation scolaire, ces exemples incluent le détournement de produits alimentaires, le vol / le détournement de fonds et la déclaration intentionnellement erronée des inscriptions d'étudiants pour obtenir des avantages supplémentaires.
- La mauvaise gestion est la pratique consistant à gérer un programme de manière à compromettre son succès. Dans le contexte des programmes d'alimentation scolaire, les exemples incluent le décaissement tardif de la nourriture ou du financement, la mauvaise tenue de la gestion et un manque de prévoyance dans la planification.

Cuisine fermée

Un espace pour la préparation de la nourriture avec des murs et un toit (pas en plein air).

Cuisiniers

Individus qui préparent la nourriture de l'école, d'ordinaire sur le site à l'école et juste avant sa consommation.

- Les cuisiniers du programme d'alimentation scolaire peuvent être rémunérés ou travailler bénévolement, mais ils travaillent généralement directement pour le programme d'alimentation scolaire à titre individuel ou, s'ils travaillent dans une équipe de cuisiniers, rendent compte individuellement à un niveau supérieur de gestion du programme.

Enrichi

Ajout d'un ou de plusieurs nutriments essentiels à un aliment.

- Un nutriment peut être ajouté, qu'il soit ou non normalement contenu dans l'aliment, dans le but de prévenir ou de corriger une carence démontrée du ou des nutriments donné dans la population.

Espace de toilette privé

Indique l'existence de toilettes ou de latrines séparés selon le sexe ou de toilettes unisexes utilisables de façon privée, par une seule personne à la fois.

- Un endroit où une personne possède un espace privé réservé aux questions personnelles telles que l'utilisation de toilettes ou d'autres activités d'hygiène personnelle. L'espace, s'il n'est pas totalement privé, est au moins désigné par le sexe et / ou utilisé par une personne à la fois, offrant ainsi un espace réservé à la vie privée.

Gestion / prise de décision centralisée

Les décisions concernant la structuration et la gestion du programme sont prises au niveau du gouvernement national.

- Dans les programmes d'alimentation scolaire avec une gestion / prise de décision centralisée, les décisions sont généralement « descendantes » et uniformes dans l'ensemble du pays.

Gestion / prise de décision décentralisée

Les décisions et les actions principales concernant le programme sont prises à un niveau gouvernemental infranational (par exemple, au niveau de la province / de l'état ou au niveau local / du district).

- Ces décisions ne sont pas uniformes dans tout le pays, même si elles correspondent aux directives nationales, car elles sont déterminées de manière indépendante à un niveau décentralisé.

Gestion du programme d'alimentation scolaire

Prise de décisions clés relatives au programme d'alimentation scolaire (par exemple, qui est ciblé et comment) et contrôle de la manière dont le programme est exécuté.

- La gestion et l'exécution peuvent être effectuées par la même entité ou par des entités distinctes ; il peut également s'agir de responsabilités partagées, idéalement avec des accords négociés précisant quelle entité est responsable de quels aspects du programme d'alimentation scolaire.

Gestion / prise de décision semi-décentralisée

Situations dans lesquelles la gestion et la prise de décision sont partagées entre un gestionnaire principal (généralement au niveau administratif ou administratif supérieur, tel que le gouvernement national) et une autre entité à un niveau administratif ou d'une autorité plus limitée (tel qu'une administration au niveau local).

- À titre d'exemple, dans les programmes d'alimentation scolaire, le gouvernement national peut gérer tout ou partie du financement et / ou de certains produits fournis pour le programme (à partir de réserves alimentaires, d'excédents ou d'autres sources) et certaines activités de surveillance. La prise de décision appartient à une entité régionale ou locale.
- La gestion semi-décentralisée peut être de longue durée ou opérée à court terme et peut se produire pendant des phases de transitions, dans les deux sens. Par exemple, un programme peut être centralisé (s'il est géré exclusivement au niveau régional ou local) ou décentralisé (si la gestion du programme se déroule exclusivement au niveau national). Dans les phases de transitions, la plupart ou la totalité des fonctions liées à la gestion du programme et à la prise de décision peuvent être organisées afin de réaliser un transfert progressif.

Local

Niveau administratif plus étroitement ciblé et localisé que le niveau régional (État / province). Il s'agit donc du niveau du district, du comté, de la municipalité / ville ou de la communauté.

- Notez que le gouvernement local peut également se référer aux districts scolaires.
- L'approvisionnement local en produits alimentaires désigne les aliments achetés au ou reçus du niveau du district, du comté, de la municipalité / ville ou de la communauté.

Lois, politiques publiques ou normes liées à l'agriculture pour les programmes d'alimentation scolaire

Mandats officiels ou réglementation reliant à quelque titre que ce soit agriculture domestique et alimentation scolaire.

- Celles-ci peuvent prendre la forme d'un mandat ou d'un soutien à la production ou à l'achat auprès d'exploitations locales, de petits agriculteurs ou de coopératives, etc., spécifiquement liés au programme d'alimentation scolaire.
- Dans certains états, par exemple, le gouvernement fournit des apports ou d'autres formes de soutien aux agriculteurs produisant spécifiquement des produits destinés au programme d'alimentation scolaire; dans d'autres pays, un pourcentage déterminé d'aliments achetés pour le programme d'alimentation scolaire doit provenir d'exploitations familiales ou de petites exploitations; dans d'autres cas enfin, il existe des directives spécifiques au programme qui indique les procédures d'achat à tenir pour les achats d'alimentation scolaire.

Ministère, département ou agence

Dans le cadre de cette étude, il s'agit de l'entité gouvernementale (comme les ministères, départements, agences, secrétariats ou conseils) en charge de la gestion, de la planification et du contrôle du respect de l'un des aspects du programme d'alimentation scolaire.

- Les programmes d'alimentation scolaire peuvent être gérés par tout type d'entité gouvernementale ou de groupe d'entités, selon la décision de chaque pays.

Mise en œuvre

Activités liées à la mise en œuvre d'un programme planifié (alimentation scolaire).

Modalité d'alimentation

Repas à l'école, y compris le petit-déjeuner, le déjeuner ou le dîner (repas du soir) ; collations à l'école ; rations à emporter ; et / ou les transferts monétaires conditionnels.

- Ensemble unique d'aliments ou programme d'alimentation unique pour une population d'élèves ciblée dans le cadre d'un programme d'alimentation scolaire. Il est possible que plusieurs modalités s'appliquent au même programme.
- Les repas en milieu scolaire, les collations en milieu scolaire, les rations à emporter et les transferts monétaires conditionnels sont des exemples de modalités d'alimentation des programmes d'alimentation scolaire. Un programme d'alimentation scolaire qui fournit un repas chaud quotidien aux élèves à l'école et fournit des rations mensuelles à emporter à certains ou à tous les élèves aura deux modalités d'alimentation.

Observation (suivi)

Examen continu du programme ou des programmes d'alimentation scolaire pour guider les décisions relatives à sa gestion pendant l'exécution du programme.

- Il ne s'agit pas de l'« évaluation » d'un programme.

Organisme de coordination intersectorielle

Groupe qui intègre les voix et les points de vue de multiples secteurs impliqués ou concernés par le(s) programme(s) d'alimentation scolaire dans un pays donné.

- Les membres du groupe peuvent tous occuper des postes gouvernementaux ou le groupe peut être composé d'un mélange d'acteurs venus du secteur public et du secteur privé et / ou de représentants d'organisations à but non lucratif ou de la société civile. Les membres du groupe doivent contribuer et / ou mettre en œuvre les actions recommandées par le groupe.
- Pour les programmes d'alimentation scolaire, le groupe de coordination intersectoriel peut comprendre des membres ayant une formation en santé, nutrition, éducation, agriculture, études de genre, développement de la jeunesse et / ou développement économique.

Paiement en nature

Paiement non financier à des individus ou à des groupes en échange de services ou de biens.

- L'exemple le plus courant dans les programmes d'alimentation scolaire apparaît dans les pays à faible revenu, où des femmes locales travaillent comme cuisinières de façon non salarié. Ces personnes peuvent faire du bénévolat sans aucun paiement, ou recevoir un paiement en nature sous forme de nourriture et / ou de services. Il existe de nombreux cas de paiement en nature par de la nourriture ; Il existe également des exemples de membres de communautés qui fournissent des services de garde, des travaux agricoles ou des travaux ménagers pour compenser le temps et les efforts ceux et celles qui travaillent dans les cuisines de leurs écoles.

Paniers alimentaires

Produits alimentaires ou produits de base inclus dans le programme d'alimentation scolaire.

- Un panier alimentaire très simple, par exemple, peut inclure une farine faite avec de la farine de maïs et un mélange de soja, avec un peu de sucre et d'huile (pour servir de bouillie chaude au petit-déjeuner). Un panier alimentaire plus complexe pourrait être composé d'un mélange de protéines, de céréales, de fruits ou de légumes, de condiments, d'une ou de plusieurs boissons, etc.

Partenaires de mise en œuvre

Partenaires (par exemple une entreprise de traiteur ou une organisation caritative) qui met en œuvre une partie du programme ou sa totalité en partenariat avec l'entité en charge du programme.

- Dans les cas où l'entité chargée de la gestion du programme ne met pas en œuvre tous les aspects du programme d'alimentation scolaire, un partenaire exécute tout ou partie du programme.
- Dans la plupart des cas, les partenaires de l'exécution des programmes à grande échelle / échelle nationale seront des organismes des Nations Unies tels que le Programme alimentaire mondial ou des organisations non gouvernementales (caritatives ou à but lucratif) telles que Catholic Relief Services, Counterpart International, Mary's Meals, Nascent Solutions, Save the Children, JAM, ou des services traiteurs, des grandes entreprises / entreprises de restauration à grande échelle qui fournissent tout ou partie de la nourriture et des services pour le compte des programmes.

Pays lointains

Les pays qui ne sont pas facilement accessibles et / ou ne partagent pas de frontière avec ce pays, et / ou ne sont pas considérés comme appartenant à la même communauté économique ou au même « voisinage ».

Pays voisins

Les pays voisins ou considérés comme facilement accessibles dans le même « voisinage » ou la même communauté économique.

Point de contact national

Représentant désigné par le gouvernement national d'un pays pour recueillir des informations et fournir des réponses à cette enquête.

- Le point de contact national doit également obtenir les approbations officielles et les « certifications » nécessaires, indiquant que l'enquête est terminée et peut être saisie dans la base de données de l'enquête publique.
- Le point de contact devrait être le premier point de contact dans cette enquête. Dans les cas où le point de contact n'est pas / ne peut pas être réactif, un enquêteur associé à l'enquête doit obtenir l'approbation du GCNF avant d'approcher un autre point de contact.

Position de leadership

Position d'autorité et de responsabilité dans une organisation, un programme, une zone géographique ou une autre arène définie.

- Dans le contexte des programmes d'alimentation scolaire, une position de leader au niveau national peut être la direction d'une unité d'alimentation scolaire dans une administration gouvernementale ; une position de leadership au niveau de l'école peut être la personne (par exemple un cuisinier ou un membre du personnel scolaire ou un parent) qui gère la cafétéria de l'école ou qui est responsable des activités quotidiennes de préparation des repas de l'école.

Poudres de micronutriments (ou « pépites »)

Une poudre (généralement préemballée) contenant des vitamines et des minéraux pouvant être saupoudrés sur n'importe quel aliment à une dose spécifique à la quantité et au type d'aliment traité.

- La poudre contient souvent plusieurs micronutriments mélangés.
- Les poudres de micronutriments sont utilisées dans les programmes d'alimentation scolaire pour augmenter la teneur en micronutriments des régimes alimentaires des élèves sans modifier leurs habitudes alimentaires normales.

Procédure d'appel d'offre concurrentiel

Un processus par lequel les fournisseurs sont invités à soumettre des propositions (offres ou enchères) à l'acheteur, qui décide quelle offre répond le mieux aux conditions générales de l'acheteur (y compris sur des critères de prix).

- Dans le contexte des programmes d'alimentation scolaire, l'entité qui achète de la nourriture et des services pour les écoles est souvent un gouvernement, les Nations Unies ou un autre responsable de la mise en œuvre du programme. Par exemple, le gouvernement peut demander aux entreprises ou aux organisations d'agriculteurs de soumettre une offre spécifique pour un produit d'une norme de qualité spécifique, sur une période de temps spécifique, pour être utilisé dans le programme ; le soumissionnaire gagnant peut se voir attribuer un contrat important (et potentiellement sur une longue durée).
- Comme la procédure d'appel d'offres pour les programmes d'alimentation scolaire est généralement utilisée pour les achats d'aliments à grande échelle, le processus peut être très complexe et entraîner des complications juridiques et financières importantes. Cela implique donc beaucoup de procédures administratives, des normes et des mesures sophistiquées et des calendriers de livraison exigeants, ce qui rend la concurrence plus rude pour les petits fournisseurs. Pour permettre aux petits fournisseurs d'être compétitifs (et leur permettre d'atteindre l'un des objectifs de l'alimentation scolaire), le gouvernement ou un autre acheteur peut choisir de simplifier ou de modifier le processus d'achat.

Produits ou marchandises « imparfaits »

Produits alimentaires qui ne sont pas visuellement ou autrement « parfaits » mais qui sont encore comestibles / utilisables.

- Ces aliments sont souvent vendus à prix réduit, inférieur au prix du marché des produits alimentaires « parfaits ». Lorsqu'elle est préparée et servie dans un repas, « l'imperfection » devient inutile et invisible.
- L'utilisation judicieuse de produits « imparfaits » et / ou excédentaires peut à la fois réduire les coûts des repas scolaires et réduire les pertes alimentaires après récolte.

Programme national d'alimentation scolaire ou programme similaire

- Cela peut prendre la forme de :
 - o Un programme d'alimentation scolaire géré et / ou administré par le gouvernement national
 - o Un programme d'alimentation scolaire de grande envergure, géré et / ou administré par les gouvernements régionaux ou locaux
 - o Un programme d'alimentation scolaire de grande envergure, géré par une entité non gouvernementale, mais en coordination avec le gouvernement national
 - o Tout programme d'alimentation scolaire important qui n'implique pas le gouvernement mais touche une proportion substantielle d'élèves dans le pays ou couvre un vaste territoire
- Veuillez-vous référer au début de la section C pour plus de précisions sur ce qui distingue un programme d'un autre.
- Le tableau ci-dessous donne des indications sur la taille du programme susceptible de répondre aux critères d'un programme d'alimentation scolaire « de grande envergure », en fonction de la taille de la population d'élèves du primaire et du secondaire dans un pays donné. Ces seuils sont destinés à fournir une estimation approximative des programmes qui devraient être répertoriés dans cette enquête.

Population élèves Primaire + secondaire	Seuil de la taille du programme d'alimentation scolaire
20.000	100 élèves
50.000	250
100.000	500
500.000	2.500
1 million	5.000
5 millions	25.000
10 millions	50.000
25 millions	125.000
50 millions	250.000
300 millions	1,5 million

Programme ou intervention obligatoires

Tout programme ou intervention requis par le gouvernement du pays ou par une entité de gestion.

- Dans le cas des programmes d'alimentation scolaire, un programme obligatoire est généralement un programme supplémentaire (traitement vermifuge, test de la vue, lavage des mains au savon ou à l'eau) qui nécessite la participation de toutes les écoles ou de tous les élèves. Le mandat peut ne s'appliquer qu'aux écoles / élèves recevant une alimentation scolaire, ou bien encore les bénéficiaires d'un programme d'alimentation scolaire peuvent être soumis au programme car il est largement ou universellement appliqué dans tout le pays.

Rations à emporter

Produits alimentaires fournis aux élèves afin qu'ils puissent les ramener à leur famille ou à leur domicile.

- Les rations à emporter peuvent être conditionnelles et servir d'incitation économique pour que les familles envoient leurs enfants à l'école et atteignent un niveau d'assiduité particulier dans un laps de temps donné (par exemple, un mois ou un trimestre).
- Les rations à emporter peuvent également être destinées à la consommation des enfants, afin de permettre aux élèves de manger pendant les week-ends ou les vacances scolaires si les enfants sont considérés comme vulnérables (en fonction de leurs caractéristiques personnelles, telles que leur sexe, leur situation économique ou le fait d'appartenir à un groupe minoritaire spécifique) pendant les périodes où la nourriture n'est pas disponible à l'école et / ou les enfants ne sont pas censés être à l'école.

Régional

Au niveau de l'état, de la province ou de la région (entre les niveaux national et local).

Restrictions alimentaires

Aliments dont la production, la vente, la commercialisation et / ou la consommation sont limitées (mais non interdites) par le gouvernement national pour une raison quelconque (par exemple, parce qu'elle ne répond pas aux directives nationales en matière de santé ou de nutrition).

- Les produits alimentaires objets de la restriction dans le cas des programmes d'alimentation scolaire sont principalement des aliments qui ne sont pas autorisés (sur décision du gouvernement national) à être commercialisés ou mis à disposition dans l'enceinte de l'école ou à proximité. L'interdiction des boissons gazeuses ou des bonbons dans l'enceinte de l'école en est un exemple.
- Les aliments qui (selon le mandat du gouvernement) ne peuvent être utilisés que dans des quantités très limitées, strictement surveillées, sont également des produits alimentaires qui font l'objet de restrictions. La réglementation stricte concernant la quantité de sel, de matières grasses ou de sucre pouvant être utilisée dans un programme d'alimentation scolaire avec des délais précis (par jour, par semaine) en constitue un exemple.
- Les produits alimentaires soumis à restrictions ne sont PAS totalement interdits et ne sont donc pas considérés comme des éléments interdits.

Revers

Un événement particulier qui provoque un problème, une pause ou un retour à une situation antérieure.

- Dans le cas des programmes d'alimentation scolaire, l'échec est un défi spécifique et important qui est apparu lors du programme, entraînant, par exemple, une diminution du nombre d'enfants recevant des aliments, la baisse de la quantité de nourriture disponible pour le programme, ou l'arrêt définitif du programme pour certains ou tous les élèves ciblés.
- Exemples de revers : perte d'un financement (important) pour le programme, épidémie, catastrophe naturelle, problème de sécurité sanitaire des aliments lié au programme d'alimentation scolaire, changement politique, crise politique ou conflit important affectant le nombre d'écoles ou d'élèves.

Société à l'échelle nationale

Une entreprise qui opère principalement à l'échelle nationale et dans un pays.

- Les opérations peuvent s'étendre au-delà des frontières du pays, mais de façon minimale ; l'échelle totale des opérations de l'entreprise correspond à peu près à ce qu'il faudrait pour couvrir un pays.

Société civile

Entités non-gouvernementales sans but lucratif (incluant les familles) représentant les intérêts des citoyens.

- Dans le contexte spécifique de l'alimentation scolaire, la société civile est une communauté de citoyens liée par un intérêt commun et / ou une activité collective liée à un ou plusieurs programmes d'alimentation scolaire.
- Les parents peuvent par exemple se grouper pour demander au gouvernement de mettre en place un programme d'alimentation scolaire ou de soutenir ou d'apporter des modifications à un programme existant.

Société infranationale

Une entreprise qui opère dans un pays à un niveau local ou régional.

- Une entreprise infranationale impliquée dans des programmes d'alimentation scolaire peut être, par exemple, une boulangerie locale qui fournit des produits uniquement aux écoles d'une municipalité ou d'un district, une entreprise de restauration qui fournit de la nourriture uniquement aux écoles situées dans un rayon de 80 kilomètres (50 miles) ou encore une entreprise de transformation / usine qui fournit ses produits uniquement dans une région, un état ou une province donnés.

Société multinationale (mais non mondiale)

Une entreprise qui opère à une échelle supérieure à l'échelle nationale, mais inférieure à la l'échelle mondiale (par exemple, dans plusieurs pays à l'intérieur et à proximité du siège de la société).

- Par exemple des sociétés basées en Afrique du Sud et opérant dans plusieurs pays d'Afrique australe; des entreprises basées au Mexique opérant en Amérique centrale; ou des entreprises européennes opérant uniquement au sein de la Communauté économique européenne / de l'Union européenne.

Société multinationale / mondiale

Une très grande entreprise qui opère dans le monde entier (dans de nombreux pays et sur plusieurs continents).

Subvention agricole

Subventions gouvernementales aux agriculteurs ou aux agro-entreprises.

- Une subvention est accordée - généralement par l'État ou par un organisme public - à un secteur économique, à une entreprise ou à une industrie (comme l'agriculture ou les arts), généralement pour maintenir le prix d'un service ou d'un produit et/ou pour promouvoir une politique économique ou sociale. Dans la plupart des cas, la subvention est fournie parce que le produit ou le service est jugé d'intérêt public. Les subventions à l'agriculture et à l'alimentation, par exemple, visent généralement à garantir que les citoyens puissent avoir les moyens de se procurer des produits essentiels.
- Les subventions agricoles liées aux programmes d'alimentation scolaire impliquent une subvention fournie aux agriculteurs ou aux entreprises agroalimentaires pour produire de la nourriture dans le cadre du programme.
- Les subventions agricoles peuvent également inclure un soutien en nature et des apports à prix réduit ou gratuits fournis aux agriculteurs, tels que des semences, des outils ou des terres.

Traiteurs

Groupes de personnes – le plus souvent des entreprises – qui préparent et distribuent la nourriture.

- Généralement, les traiteurs préparent et distribuent les aliments juste avant leur consommation. Les traiteurs peuvent employer des cuisiniers et d'autres travailleurs pour aider à la préparation et à la distribution des repas.
- Les traiteurs du programme d'alimentation scolaire ne préparent généralement pas la nourriture dans les locaux de l'école. Au lieu de cela, ils préparent la nourriture dans des locaux privés puis livrent et distribuent la nourriture à plusieurs écoles.
- Le personnel de gestion du traiteur relève d'un niveau supérieur de management du programme d'alimentation scolaire, et rend compte pour l'ensemble du personnel de restauration ; les salariés ne rendent pas compte individuellement au niveau supérieur de gestion du programme d'alimentation scolaire, sauf par le biais des gestionnaires du traiteur.

Transfert d'argent conditionnel pour les repas scolaires

Paiements effectués (par exemple, via des pièces justificatives ou des cartes de débit) à des familles pour des actions spécifiques telles que la scolarisation de leurs enfants un nombre de jours requis par mois.

- Les transferts monétaires conditionnels visent à réduire la pauvreté en effectuant des paiements conditionnés par les actions des bénéficiaires. Le bailleur de fonds ne transfère de l'argent qu'aux bénéficiaires qui prennent certaines mesures appropriées, telles que des vaccinations ou des examens médicaux réguliers.
- Dans le cadre des programmes d'alimentation scolaire, les transferts monétaires conditionnels peuvent être utilisés afin de compenser le coût des repas scolaires pour les familles. Il peut exister des conditions supplémentaires, par exemple dans le cas de familles qui inscrivent leurs enfants à l'école pour la première fois ou de familles dont les enfants fréquentent l'école un nombre de jours requis par mois.

Urgence lente

Une urgence qui arrive lentement, le plus souvent lorsque différents événements se rencontrent.

- Des exemples d'urgence à évolution lente sont : la désertification ou la déforestation, combinée à la sécheresse ou à l'invasion par des nuisibles, ou à une épidémie ou à une guerre civile.
- Une urgence à évolution lente laisse généralement un certain temps pour la planification afin d'éviter une catastrophe ou afin d'essayer de remédier aux effets les plus graves de la situation d'urgence.